

## Note d'information économique – COVID-19 – 20 avril 2020

### Politique budgétaire

- **Le Congrès semble sur le point de parvenir à un accord sur un nouveau soutien budgétaire, qualifié de complémentaire, pour un montant total proche de 500 Md USD (2,3 % du PIB).** Les leaders du Congrès et le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, affirment être en train de finaliser un accord sur un nouveau stimulus budgétaire qui consisterait principalement à compléter des mesures déjà mises en place dans les paquets législatifs précédents. Le texte prévoirait (i) 300 Md USD (1,4 % du PIB) pour abonder le programme de prêts aux petites entreprises opéré par la Small Business Administration (*Paycheck Protection Program*), (ii) un renforcement de 50 Md USD (0,2 % du PIB) du programme d'appui à la trésorerie des entreprises, également opéré par la SBA (*Economic Injury Disaster Loan*), (iii) un nouveau soutien de 75 Md USD (0,3 % du PIB) en faveur des hôpitaux, notamment ceux situés dans les zones rurales, (iv) un budget de 25 Md USD (0,1 % du PIB). En revanche, ce texte ne comprendrait finalement pas de mesures en faveur des collectivités territoriales, pourtant demandé par les Démocrates et réclamé par plusieurs États fédérés (cf. *infra*). **Le Congrès pourrait se prononcer sur ce texte dès le lundi 20 avril ou, plus probablement, le jeudi 23 avril.**
- **L'État de l'Illinois, où se situe la ville de Chicago, demande une aide financière de l'État fédéral.** Dans une [lettre](#), le président du Sénat de l'État de l'Illinois a demandé au Congrès d'apporter une aide financière pour compenser les dépenses supplémentaires et le manque à gagner engendrés par l'épidémie au cours des deux prochaines années fiscales. La chambre haute de l'Illinois estime avoir besoin de 41 Md USD (5,9 % du PIB de l'Illinois, 0,2 % du PIB national) afin de financer des dépenses occasionnées par la prise en charge de l'épidémie à tous les niveaux de collectivités (État, comtés, communes), renflouer les différentes caisses de retraite de l'État et le fond d'assurance chômage de l'Illinois (qui gère l'indemnité chômage socle, indépendamment des extensions mises en œuvre par le CARES Act).

### Commerce

- **Donald Trump a signé le 18 avril un [décret présidentiel](#) accordant un délai de 90 jours aux importateurs pénalisés par les mesures destinées à lutter contre le Covid-19 afin de s'acquitter de certains droits de douane.** Les entreprises éligibles, qui devront démontrer que les mesures prises en réponse au Covid-19 ont entraîné une diminution d'au moins 40% de leurs recettes entre le 13 et le 31 mars ou au mois d'avril, par rapport à 2019, auront 90 jours supplémentaires pour s'acquitter des droits de douane sur les marchandises entrées sur le territoire américain aux mois de mars et d'avril 2020. Ces délais ne concernent pas les droits de douane imposés depuis deux ans par l'administration Trump sur les importations de biens chinois, sur les importations d'acier et d'aluminium ou sur les importations de biens européens dans le cadre de l'affaire Airbus – ils ne s'appliquent pas aux mesures anti-dumping et anti-subsidiation en général.

- **Les États-Unis ont demandé à la Chine de revoir ses nouvelles restrictions sur les exportations, mises en œuvre par Pékin pour contrôler la qualité des produits exportés.** Selon le département d'État, ces règles retardent les livraisons de matériels sanitaire et médical essentiels à la lutte contre le Covid-19. Plusieurs parlementaires américains ont d'ores dénoncé publiquement les restrictions chinoises, notamment dans une [lettre](#) signée par des sénateurs républicains et démocrates et adressée à l'ambassadeur de Chine aux États-Unis.

### Entreprises

- **La SBA a mis en ligne un [rapport](#) sur le déploiement du dispositif de soutien aux PME « Paycheck Protection Program »** (349 Md\$, intégralement engagés au 16 avril). Il en ressort qu'**environ 1,7 millions de requérants (sur 30,3 millions de PME recensées aux États-Unis) ont eu accès à ce dispositif**, avec un niveau moyen de prêt individuel de 206 000 US\$. La construction, les services de conseil aux entreprises, l'industrie manufacturière, les services de santé et aide sociale et le secteur de l'hôtellerie-restauration représentent en cumulé près de 60% des prêts en valeur.
- **Un groupement californien engage des [recours collectifs](#) contre plusieurs grands réseaux bancaires (parmi lesquels Bank of America, Chase, Wells Fargo et Bancorps) invoquant des actions déloyales et inéquitables dans le cadre de leur demande d'accès au programme de soutien au PPP.** Les plaignants estiment que ces réseaux bancaires ont injustement priorisé certaines PME en fonction du montant de leur demande de prêt afin de maximiser les frais de traitement perçus, à l'encontre du principe du « premier arrivé, premier servi » prévu dans le cadre de ce programme par la SBA.
- **La principale organisation de représentation du secteur de la restauration aux États-Unis (*national restaurant association*) demande, dans une lettre adressée au Congrès, une aide sectorielle spécifique de 240 Md\$.** L'organisation estime à 80 Md\$ les pertes du secteur au cours des deux derniers mois et à 8 millions le nombre d'employés déjà licenciés ou mis en congé sans solde (sur 12,2 millions de salariés dans ce secteur).
- L'organisme de représentation des acteurs de la distribution (*National Retail Federation*) – qui représente 29 millions de salariés – a adressé une lettre au secrétaire du Trésor S. Mnuchin et au président de la Fed J. Powell pour demander un plan de soutien financier pour le secteur, dans le contexte de l'annonce attendue cette semaine de la mise en faillite du groupe Neiman Marcus.
- Selon l'opérateur spécialisé dans les données de transactions immobilières *Black Knight*, **près de 3 millions de prêts immobiliers aux États-Unis font l'objet de demandes de suspension et de paiement différé** (« forbearance plan »). Ce volume – dont le total constitue un solde de capital impayé de 651 Md\$ - représente 5,5% du total des prêts hypothécaires actifs aux États-Unis.
- **United Airlines a indiqué que ses pertes au T1 2020 représentent 2,1 Md\$, le plus important niveau enregistré par la compagnie depuis 2008.** La compagnie aérienne a déclaré avoir demandé un prêt de 4,5 Md\$ en complément de l'aide fédérale en prêt et subventions de 5 Md\$ qu'elle doit recevoir dans le cadre du programme de soutien au maintien de l'emploi et des salaires dans l'industrie aéronautique.